PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

En solidarité avec les défenseures et défenseurs des droits humains depuis 1992

PROJET ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATEMALA

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019-2020

PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA

En solidarité avec les défenseures et défenseurs des droits humains depuis 1992

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019-2020

TABLE DES MATIÈRES

	Équipe	
I.	Mot du Conseil d'administration	4
II.	Mission du PAQG	5
III.	Conjoncture au Guatemala 2019-2020	6
IV.	Accompagnement et vie démocratique d'ACOGUATE	12
V.	Activités d'éducation, sensibilisation, actions politiques, actions urgentes et plaidoyer	17
VI.	Retour sur les défis internes de l'organisation en 2019-2020	21
VII.	Bilan financier 2019-2020	22
	Soutenez-nous!	
	Remerciements	

PERSONNEL DU PAQG

Coordination générale

Oscar Benavides Calvachi

Chargée de projet en éducation

Vicky Croisetière

CONSEIL D'ADMINISTRATION

LAURENCE GUÉNETTE

Présidente

NELLY MARCOUX

Vice-présidente

MÉLISANDE SÉGUIN

Trésorière

AMÉLIE PRÉVOST

Secrétaire

ÉTIENNE ROY-GRÉGOIRE

Administrateur

LAZAR KONFORTI

Administrateur

MARIE-DOMINIK LANGLOIS

Administratrice

DOMINIQUE DENONCOURT

Administratrice

ALEXE ALLARD

Administratrice

I. MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers membres et partenaires,

Comme tout le monde, le PAQG a dû s'adapter tant bien que mal aux défis posés par la pandémie de la COVID-19. Cette situation a exacerbé les défis inhérents, notamment, à la taille de notre organisation, à la nature atypique de sa mission et aux contraintes structurelles qui affectent l'ensemble des organismes de solidarité ou de coopération internationale.

Les membres de notre CA, composé notamment de membres de longue date et d'ex-accompagnatrices récentes et anciennes, ainsi que nos employés, ont fourni des efforts considérables pour relever ces défis. Ils ont également pu compter sur l'appui de nombreux partenaires du PAQG. La mission d'accompagnement international demeure plus essentielle que jamais, et malgré les contraintes actuelles, nous pouvons compter, au Guatemala, sur la structure professionnelle et compétente de notre partenaire ACOGUATE.

La fermeture des frontières et les mesures sanitaires au Guatemala ont cependant entravé notre capacité de fournir un accompagnement physique; ACOGUATE et le PAQG ont donc dû redoubler d'ingéniosité pour rendre compte de la situation des défenseurs des droits humains au Guatemala.

Les défis persistent, mais le PAQG les envisage cependant avec la conviction qu'il vaut la peine de s'y atteler. Nous proposons, pour l'année 2020-2021, un ambitieux plan d'action.

La mobilisation de nos membres demeure, bien sûr, un enjeu crucial et essentiel au travail du PAQG. Rappelons que tous les membres du PAQG peuvent participer, en principe, aux réunions du CA. Nous vous tiendrons donc informés des dates de tenue de ces réunions, et ceux qui pourront y participer seront accueillis avec enthousiasme.

Les membres du CA.

II. MISSION DU PAQG

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) est un organisme de solidarité basé sur l'engagement bénévole de militants des droits humains. Sa mission consiste à mener des actions de soutien aux défenseurs et défenseuses guatémaltèques des droits civils, politiques, sociaux, culturels, environnementaux et économiques, victimes d'exactions et de menaces en raison de leur travail. Depuis 1992, nos bénévoles fournissent une présence et un accompagnement physique à ces défenseurs dans leur lutte non-violente en faveur de la justice, et observent la situation des droits humains dans le pays.

L'accompagnement est un moyen d'action solidaire, non-violent et non partisan. Il répond aux demandes formulées par les défenseurs guatémaltèques des droits humains qui jugent pertinente la présence neutre et dissuasive d'observateurs internationaux. Au Guatemala, le PAQG travaille à travers son partenaire local, ACOGUATE, une organisation formée de comités d'accompagnement provenant d'une dizaine de pays.

Le mandat du PAQG se réalise également au Québec, où l'organisme assure le recrutement, la sélection et la formation des accompagnateurs-trices qui partent vers le Guatemala accompagner la société civile dans de multiples processus de défense des droits. Les activités d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation du public québécois représentent également une grande partie des efforts de l'organisme, puisque le PAQG constate la nécessité de conscientiser la population québécoise à la solidarité internationale et à l'action pour les droits, la justice et la paix ici autant qu'ailleurs.

Les mandats d'accompagnement au Guatemala et d'éducation au Québec sont à la fois complémentaires et indissociables. Les activités d'éducation et de sensibilisation permettent le recrutement d'accompagnateurs disposés à partir au Guatemala, et de maintenir et de renouveler le réseau de sympathisants nécessaire aux actions d'appui aux défenseurs guatémaltèques. De même, la présence d'accompagnateurs sur le terrain et l'étroite collaboration du PAQG avec ses partenaires au sein d'ACOGUATE orientent directement et rétro-alimentent les activités d'éducation élaborées et menées au Québec.

III. CONJONCTURE AU GUATEMALA

(1er juillet 2019 au 30 Juin 2020)

L'année 2019-2020 a été marquée par la fermeture des espaces de protection et de dialogue sur les droits humains au Guatemala, indicateur clair d'une recrudescence de l'impunité au sein du gouvernement et de l'élite militaire, ainsi qu'un déclin de la reddition de comptes des compagnies. Les attaques contre les défenseurs des droits humains sont en augmentation. L'*Unité de protection des défenseurs des droits humains au Guatemala* (UDEFEGUA) a compilé, pour l'année 2019, 494 attaques contre des défenseurs des droits humains, dont 15 assassinats. Ces attaques vont de la diffamation à la criminalisation en passant par l'assassinat et les violences sexuelles. Des défenseur.e.s ont été ciblé.e.s en particulier, notamment les [?], ainsi que les journalistes et les défenseur.e.s des droits à la terre et travaillant sur la justice transitionnelle. De janvier à avril 2020, 157 agressions à l'endroit de défenseur.e.s des droits humains se sont ajoutées à ce bilan, incluant des expulsions forcées, des détentions illégales et arbitraires, des discours haineux, des raids et des assassinats.[1]

L'arrivée à la présidence d'Alejandro Giammattei

En août 2019, Alejandro Giammattei a été élu président du Guatemala pour un mandat de 2020 à 2024. Candidat du parti militaire de droite *Vamos*, il prône des politiques conservatrices telles que l'opposition au mariage entre couples de même

[1] UDEFEGUA, *Informe de Situación de Personas Defensoras de Derechos Humanos, Guatemala 2019 y parte del 2020* : http://udefegua.org/informes/resumen-del-informe-de-situaci%C3%B3n-de-personas-defensoras-de-derechos-humanos-guatemala-2019.

sexe et à l'avortement et est en faveur de la peine de mort.[2] Il souhaite également stimuler le développement économique à travers des projets extractifs et lutter contre le crime organisé par le biais d'une rhétorique de *mano dura* (promettant de punir sévèrement la criminalité).[3] Suite au mandat de l'ancien président Jimmy Morales, la population guatémaltèque est désillusionnée et sceptique face à la prochaine administration. Les élections ont été marquées par le plus haut taux d'abstention enregistré depuis la signature des Accords de paix en 1996 (57.29%).[4]

Le jour même de l'entrée en poste de Giammattei en janvier 2020, alors que des manifestants prennent la rue pour demander des comptes pour la corruption et les abus de pouvoir commis par le président sortant, Morales devenait député du Parlement Centraméricain (Parlecen), bénéficiant de l'immunité venant avec ce poste.[5]

Fermeture des espaces de protection des droits humains

En septembre 2019, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) a officiellement fermé ses portes et mis fin à ses activités au pays. Après 12 années de travail ayant mené à plus de 400 condamnations, la CICIG laisse derrière elle des avancées significatives pour la promotion de l'État de droit ainsi que le combat contre la corruption endémique dans les sphères politiques guatémaltèques.[6] La dissolution de la CICIG est une menace directe au combat contre l'impunité, consolidant le pouvoir de l'élite économique et militaire du pays.

Le 11 février 2020, le congrès a adopté une réforme de la Loi sur les organisations non gouvernementales (*Ley de ONG*) dans le but d'entraver les activités des organisations visées. Par exemple, la nouvelle loi autorise le gouvernement à fermer les ONG considérées comme menant des activités contraires à la loi ou nuisant à l'ordre public, sans toutefois définir l'expression « nuire à l'ordre public ». De plus, la réforme prévoit une possible responsabilité pénale des représentants des ONG allant jusqu'à des peines d'emprisonnement pour des activités considérées comme allant à l'encontre de la loi.[7] Malgré le fait que la Cour constitutionnelle du Guatemala (CC) ait soulevé des préoccupations concernant les effets de la loi sur la protection des droits humains et ait demandé la suspension de cette réforme, le président Giammattei a déclaré que la Cour n'empêcherait pas l'entrée en vigueur de la loi prévue le 7 mars 2020.[8]

---

[2] BBC News, "Conservative Alejandro Giammattei wins Guatemalan presidency" publié le 12 août 2019 : https://www.bbc.com/news/world-latin-america-49278325.

[3] ACOGUATE, *Annual report 2019*: https://acoguate.org/annual-report-2019/.

[4] *Ibid.*

[5] Sandra Cuffe, "Guatemalans demand arrest of outgoing president for corruption", *Aljazeera* publié le 14 janvier 2020 : https://www.aljazeera.com/news/2020/1/14/guatemalans-demand-arrest-of-outgoing-president-for-corruption.

[6] PAQG, *Droits humains, Guatemala et COVID 19* : https://www.paqg.org/droits-humains-guatemala-et-covid-19/.

[7] *Ibid.*

[8] Collectif Guatemala, "Bulletin solidarité no 230", publié en mai 2020 : http://collectifguatemala.org/IMG/pdf/solidarite_guatemala_230.pdf.

Militarisation et état de siège

En 2019, notre partenaire ACOGUATE observait une recrudescence de la présence militaire au Guatemala. Depuis la signature d'un accord migratoire entre le Guatemala et les États-Unis afin que le Guatemala soit considéré comme un « tiers pays sûr », des contingents militairesdes ÉtatsUnis ont été observés à la frontière avec le Mexique dans la province de Huehuetenango. La *Asemblea Departamental de Huehuetenango* (ADH) s'est mobilisée pour dénoncer la militarisation de leur région. [9]

Le 4 septembre 2019, l'ancien président Jimmy Morales déclarait l'état de siège dans 22 municipalités et 5 départements du pays pour une période de 60 jours. De tels états d'exception permettent aux gouvernements de limiter les droits civils de leurs populations (généralement pour des questions de sécurité).

Au Guatemala, l'état de siège est le dernier palier avant l'état de guerre. Le décret a été émis après un incident survenu à Semuy II, El Estor, Izabal, suiteà une opération militaire à l'issue de laquelle trois soldats guatémaltèques ont été tués et plusieurs membres de la communauté locale ont été blessés et criminalisés. La société civile guatémaltèque s'est immédiatement mobilisée pour rejeter catégoriquement l'utilisation de l'état de siège comme prétexte pour militariser, stigmatiser et criminaliser les communautés autochtones dans le but de réprimer les mouvements sociaux et de défense du territoire, notamment contre l'extractivisme. [10]

Dès son entrée en poste, le président Giammattei a suivi les pas de son prédécesseur. Du 17 janvier au 4 février 2020, Giammattei a déclaré un état d'exception, appelé « *estado de prevención* », dans huit municipalités. Cet état d'exception a pour effet de suspendre de nombreux droits civils dont le droit à la libre circulation et la liberté de réunion. Il procure également des pouvoirs élargis aux forces armées. La militarisation de ces municipalités coïncide avec la présence dans la région de mouvements autochtones qui revendiquent leurs droits de la terre contre des projets extractifs s'implantant sur leurs terres ancestrales.

Le 30 mai 2020, l'état de siège a été de nouveau déclaré par le Président Giammattei dans le département de Sololá en raison de conflits territoriaux liés à la défense du territoire.[11] L'usage excessif des états d'exception sur les territoires de

[9] Claire Bransky, "Petition of Zaculeu: Communities in Huehuetenango reject U.S. militarization", NISGUA publié en 10 août 2019 : https://nisgua.org/presidential-elections-2019/.

[10] NISGUA, "Western Regional Assembly statement on the state of siege" publié le 23 septembre 2019 https://nisgua.org/statement-state-of-siege/.

[11] NISGUA, "NISGUA denounces the State of Siege in three municipalities in Sololá" publié le 29 juin 2020 : https://nisgua.org/denounces-state-of-siege-solola/.

peuples autochtones est préoccupant, car il entrave les efforts de résistance pacifique des peuples autochtones pour la défense de leurs territoires. Il octroie également de grands pouvoirs discrétionnaires aux forces armées, menant à un usage disproportionné de la force et permettant d'effectuer des arrestations non fondées.

L'impact de la COVID-19 au Guatemala

Le 12 mars 2020, Giammattei déclarait l'état de calamité comme solution préventive contre la pandémie de la COVID-19. Tout rassemblement public a donc été interdit et un couvre-feu a été imposé dans les villes. L'état de calamité octroie notamment à l'État le pouvoir de procéder à des expropriations et d'approuver des dépenses de façon urgente, sans devoir passer par les procédures habituelles. Bien que la crise sanitaire soit un enjeu mondial, cette déclaration hâtive est inquiétante: dans un contexte où corruption et impunité sont monnaie courante, les états d'exception entraînent souvent des abus de pouvoir. Par exemple, un budget annuel prévoyant des hausses salariales pour les élus et certains hauts fonctionnaires et mettant en place des mesures facilitant le détournement de fonds, notamment des fonds destinés à la lutte contre la COVID-19, a été adopté de manière accélérée.[12] Le gouvernement guatémaltèque a également utilisé des tactiques d'intimidation contre certains médias qui ont critiqué les mesures prises en réponse à la pandémie, tactiques qui ont été dénoncées par plus d'une centaine de journalistes, militant.e.s et organisations comme des violations à la liberté d'expression et au droit à l'information.[13]

Dans le contexte pandémique de la COVID-19, le Guatemala risque de grands reculs en termes de protection des droits humains. Non seulement la crise affecte-t-elle les libertés d'expression, de circulation et d'association, mais elle touche également les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à la santé et le droit à l'éducation. Rappelons que 70% de la population guatémaltèque vit sous le seuil de la pauvreté,[14] tandis plus de 1 500 000 ménages vivent dans des conditions considérées comme étant inadéquates.[15] Les services publics ne répondent pas de manière adéquate aux difficultés économiques et aux violences subies par les communautés déjà marginalisées telles que les femmes, les communautés autochtones, la communauté LGBTQI et les populations incarcérées.[16]

[12] Lazar Konforti, "Guatemala et COVID-19", PAQG : https://www.paqg.org/guatemala-droits-humains-et-covid-19/.
[13] *Ibid.*
[14] Mario A. García Lara, "La pobreza en las estadísticas", El Periódico publié le 26 février 2018 : https://elperiodico.com.gt/opinion/opiniones-de-hoy/2018/02/26/la-pobreza-en-las-estadisticas/.
[15] Braulio Palacios, "Guatemala presenta el mayor déficit de calidad en vivienda" El Periódico publié le 16 janvier 2017 : https://elperiodico.com.gt/noticias/economia/2017/01/16/guatemala-presenta-el-mayor-deficit-de-calidad-en-vivienda/.
[16] Collectif Guatemala, "Bulletin solidarité no 231", publié en octobre 2020 : http://collectifguatemala.org/IMG/pdf/bulletinsg_231_web.pdf.

Justice transitionnelle

Le combat contre l'impunité des plus hauts responsables du conflit armé interne se poursuit. Les audiences pour le cas de CREOMPAZ et celui des violences sexuelles envers les femmes Maya Achí. De plus, l'Association pour la justice et la réconciliation (AJR), dans l'affaire *Génocide Maya Ixil*, ont déposé une nouvelle requête contre trois hauts responsables militaires qui ont servi sous le gouvernement du général Romeo Lucas García (1978-1982). Ils sont accusés de crime de génocide, de crimes contre l'humanité ainsi que de disparitions forcées. Après avoir attendu 20 ans, les victimes, les survivant.e.s et leurs familles ont assisté aux premières audiences, qui se sont conclues par la décision du juge Miguel Ángel Gálvez de procéder au débat oral et public en 2021.[17]

En contexte de pandémie, le PAQG est fortement préoccupé par la possible libération de quatre anciens militaires incarcérés et d'un cinquième en détention préventive, tous visés par des allégations de violations graves des droits humains commises durant le conflit armé interne. En ce sens, un recours devant la Cour constitutionnelle a pour objectif de leur permettre d'être transférés en résidence surveillée.[18]

Défense des territoires contre l'extractivisme

En 2019, plusieurs médias et organisations de défense des droits humains ont dénoncé le non-respect de décisions de la Cour constitutionnelle ordonnant la suspension des activités de projets extractifs après que des entreprises aient obtenu leur permis d'exploitation sans consulter les communautés autochtones locales.[19] En effet, l'entreprise *Transportadora de Energía de Centroamérica* SA (TRECSA) et la Compagnie guatémaltèque de nickel (CGN) ont poursuivi leurs opérations, défiant les décisions du plus haut tribunal du pays.

Malgré la pandémie et les restrictions gouvernementales, en mars 2020, la CGN a continué à faire fonctionner sa mine dans la municipalité d'El Estor, non seulement en violation à la décision de la Cour constitutionnelle, mais également au risque de compromettre la santé de la population locale. Le 19 juin 2020, la CC a réitéré la suspension de l'exploitation minière dans la zone concernée, jusqu'à la conclusion du processus de consultation des populations autochtones qui doit être réalisé dans un délai de 18 mois. Dans les semaines suivant la décision de la Cour, une campagne de diffamation, de désinformation et de discours racistes s'est diffusée sur les réseaux sociaux, incitant à la violence contre les personnes défenseures de droits humains, les journalistes et les organisations de défense des droits humains.[20]

Durant la pandémie, la mine Escobal de Pan American Silver, compagnie basée à Vancouver, a profité également de la crise sanitaire pour recueillir les signatures et les données de membres des communautés locales en échange de vivres,

[17] ACOGUATE, *Annual report 2019* : https://acoguate.org/annual-report-2019/.

[18] PAQG, *Droits humains, Guatemala et COVID 19* : https://www.paqg.org/droits-humains-guatemala-et-covid-19/

[19] ACOGUATE, *Annual report 2019* : https://acoguate.org/annual-report-2019/.

[20] PAQG, *Droits humains, Guatemala et COVID 19"* : https://www.paqg.org/droits-humains-guatemala-et-covid-19/

pourtant si nécessaires pendant cette période d'insécurité socio-économique. Le Parlement Xinca, qui mène le mouvement de résistance à la mine, craint la possible utilisation de ces signatures pour suggérer que la mine a le soutien des populations locales.[21]

[21] Lazar Konforti, "Guatemala et COVID-19", PAQG : https://www.paqg.org/guatemala-droits-humains-et-covid-19/.

IV. ACCOMPAGNEMENT ET VIE DÉMOCRATIQUE D'ACOGUATE

ACCOMPAGNEMENT :

En ce qui a trait à l'accompagnement de défenseur.e.s des droits humains, l'année 2019-2020 s'est scindée en deux périodes très différentes l'une de l'autre; on peut réellement parler d'un « avant-pandémie » et d'un « après » (ou plutôt « pendant »).

Avec le début de la pandémie, le programme d'accompagnement international a été suspendu, rendant impossible une présence sur le territoire guatémaltèque jusqu'à nouvel ordre.

Toutefois, en tant que comité membre d'ACOGUATE, le PAQG poursuit activement son travail et son soutien à l'ensemble du processus d'accompagnement international. Ainsi donc, à travers ACOGUATE, nous pouvons rendre compte de l'accompagnement de neuf organisations de défense des droits humains au Guatemala. À la suite du départ des accompagnateurs-trices, diverses formes d'accompagnement ont été explorées, y compris l'accompagnement téléphonique. Le soutien solidaire des organismes d'accompagnement s'est poursuivi avec le virage virtuel obligé par la pandémie, avec l'objectif d'éviter une perte de visibilité des causes accompagnées et ainsi, maintenir et renforcer la protection politique malgré la distance. Nous présentons ci-dessous un bref survol des actions de solidarité réalisées au cours de la pandémie:

- **Solidarité avec les familles des victimes du foyer d'accueil *Hogar Seguro* :**

Foto Prensa Libre: Hemeroteca PL

Le 8 mars 2017, 41 filles et femmes ont péri dans l'incendie du foyer d'accueil *Hogar Seguro Virgen de la Asunción* au Guatemala, un centre de protection opéré par l'État guatémaltèque pour les filles et adolescentes victimes de violence, de négligence et de maltraitance. Depuis 2013, les dirigeants du centre sont soupçonnés d'être à l'origine d'un réseau d'exploitation et de traite de mineures. 56 jeunes avaient fui la veille pour échapper aux abus et mauvais traitements subis au sein de l'établissement. Capturées par la police, elles furent ramenées au centre et enfermées dans une pièce durant la nuit. Lorsqu'un incendie s'est déclaré au matin du 8 mars, les autorités n'ont pas ouvert la porte. 41 filles sous la protection de l'État ont perdu la vie et 15 ont été grièvement blessées à l'issue de cet horrible événement. Plus de 32 mois plus tard, les familles des victimes attendent toujours que justice soit rendue, aucune condamnation n'ayant été obtenue. Plus que jamais, il demeure nécessaire d'exiger justice et la fin de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.Depuis 2017, le PAQG mène des activités à la mémoire des victimes du Hogar Seguro. Malgré les difficultés que représentent la pandémie et l'impossibilité de fournir un accompagnement physique aux familles des victimes, le PAQG a fourni un soutien politique

particulier à ce cas prioritaire, notamment par le biais de l'accompagnement politique offert à l'avocat des familles, Me Esteban Celada.

- **Solidarité avec Me Esteban Celada :**

Me Esteban Celada, avocat en droits humains et représentant juridique des familles des victimes de l'incendie du Hogar Seguro, mène une lutte contre l'impunité et pour l'accès à la justice depuis 2017. En raison de son travail dans ce dossier, Me Esteban Celada a reçu plus de 30 menaces contre sa vie et sa sécurité physique. Pour cette raison, depuis l'année dernière, il reçoit l'accompagnement d'ACOGUATE. L'avocat espère que la Commission interaméricaine des droits de l'homme lui accordera également des mesures de protection et que le procureur général agira rapidement dans l'enquête[22].

À travers ACOGUATE, le PAQG a également envoyé un message de solidarité à Me Esteban Celada, qui traverse des moments de grand stress en raison des agressions et violations des droits humains vécues. L'expression de solidarité nourrit la résilience, et l'avocat a grandement apprécié tous les messages et manifestations de solidarité reçus.

Acompañando a Esteban Celada en la audiencia del caso
Hogar Virgen de la Asunción, 17 de febrero de 2020 - Foto: ACOGUATE

[22] https://acoguate.org/esteban-celada-abogado-defensor-de-derechos-humanos-en-alto-riesgo/

- **Solidarité avec Bernardo Caal Xol :**

Bernardo Caal Xol est un défenseur de l'environnement Maya Q'eqchi qui a joué un rôle fondamental dans la résistance contre des projets hydroélectriques prévus sur les rivières Cahabón et Oxec au Guatemala. Cette résistance est menée par des communautés d'Alta Verapaz qui revendiquent notamment l'accès à l'eau, et rejettent les projets en question puisqu'ils les considèrent comme étant illégaux. En effet, les peuples autochtones Q'eqchi locaux n'ont pas été dûment consultés et informés à l'égard de ces projets, tel que prescrit par la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail.

La communauté de M. Caal Xol et ses représentants juridiques soutiennent que l'activiste vit des persécutions politiques en raison de son travail en défense du territoire. M. Caal Xol a notamment été condamné à sept ans de prison. De nombreux leaders sociaux et défenseurs font face à des poursuites arbitraires, dans des contextes où l'accès à la justice n'est pas garanti. Comme M. Caal Xol, d'autres personnes ont été soumises à des procédures judiciaires illégitimes et abusives dans le but de saper la force des mouvements de résistance pacifique.

Il convient de noter que les projets extractifs au Guatemala ont apporté leur lot d'impacts négatifs aux communautés autochtones de la région, entre autres : déclin de l'accès à l'eau, pollution, déplacement de populations, rupture du tissu social, menaces, agressions, persécutions juridiques et politiques, criminalisation, violence sexiste affectant en particulier les femmes et les enfants, insécurité alimentaire, racisme, et altération violente des dynamiques culturelles et sociales.

Dans le cadre d'une démarche de solidarité internationale dont l'objectif est de mener à la libération de M. Caal Xol, le PAQG s'est joint à l'initiative de solidarité lancée par le réseau européen des comités Oscar Romero. Deux lettres signées par des organisations d'Europe, d'Amérique centrale, du Sud et d'Amérique du Nord ont été envoyées au bureau du procureur général du Guatemala pour exiger la libération de M. Caal Xol . En date de ce rapport, le processus se poursuit et de nouvelles actions sont attendues dans les mois à venir, jusqu'à ce que cet objectif soit atteint.

- **Solidarité avec le peuple Xinka :**

Le peuple Xinca au Guatemala est en constante résistance contre les processus historiques de dépossession de leurs terres depuis plus de 500 ans. De la colonisation espagnole aux grandes sociétés minières contemporaines, les Xincas persistent à défendre leur territoire, leur culture et leur dignité. Cela leur a causé d'innombrables conflits avec des acteurs très puissants et souvent avec l'État guatémaltèque lui-même.

Dans l'histoire récente, la présence d'entreprises internationales à travers des mégaprojets extractifs dans le territoire Xinca, situé dans le sud-ouest du pays, remonte à 2008. Ainsi, la mine Escobal, de la société Pan American Silver, a avancé en dépit des objections historiques, culturelles, politiques et juridiques des communautés affectées. En septembre 2018, la cour constitutionnelle du Guatemala a ordonné la suspension des travaux miniers, jusqu'à ce que les processus de consultation des communautés affectées par le projet soient complétés.

Depuis octobre 2018, le Parlement Xinka, et les autorités Xinca dénoncent le fait que l'État fait preuve de discrimination systémique en les excluant du processus de consultation, entres autres irrégularités, et ce, en violation de la décision du plus haut tribunal du pays.

En dépit des contraintes liées à la pandémie, le PAQG, par le réseautage avec d'autres organisations canadiennes, guatémaltèques et internationales, a renforcé ses activités de solidarité et d'observation en lien avec les projets extractifs menés sur le territoire Xinca.

L'une des principales actions menées dans le cadre de ce processus d'accompagnement international a été de participer à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la société minière Pan American Silver en présentant un document préparé par la CNCA (écrire le nom au complet de CNCA) auquel le PAGQ fait partie. Ce document contenait, entre autres, une présentation détaillée des préoccupations des communautés et des organisations, ainsi que des questions spécifiques liées à la poursuite des travaux miniers contre la décision de la Cour constitutionnelle.

Une autre action a été l'envoi d'une lettre adressée à Pan American Silver soulevant des préoccupations en lien avec les impacts du projet sur les communautés Xinka affectées.[23].

Avec cœur et mains de femme...

[23] http://org.salsalabs.com/o/676/p/dia/action4/common/public/?action_KEY=23926&okay=true

LE PAQG DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE D'ACOGUATE :

ACOGUATE est une organisation basée au Guatemala qui fournit un soutien international à des personnes ou organisations du mouvement guatémaltèque pour les droits humains qui sont à risque en raison de leur travail contre l'impunité et en faveur d'une société démocratique, multiculturelle et fondée sur la justice sociale et le respect des droits humains.

ACOGUATE a été créé en tant que projet d'accompagnement international en 2000. L'organisation est composée de 4 comités (de France, d'Allemagne, de Suède et du Canada). Le PAQG, à titre de comité membre d'ACOGUATE, participe au fonctionnement de cet organisme et est membre du conseil d'administration. Le soutien à la mission et à la vision d'ACOGUATE s'effectue de différentes manières, à savoir:

- Participation comme membre du conseil d'administration d'ACOGUATE et à toutes les réunions de ce dernier, généralement aux deux mois. Le PAQG, en plus de remplir d'autres fonctions au sein du Conseil, agit notamment à titre de trésorier;
- Participation à l'Assemblée générale d'ACOGUATE qui a eu lieu de façon virtuelle le 25 mai 2020. Le PAQG a été réélu cette année comme membre du conseil d'administration, ainsi qu'au poste de trésorier pour l'année 2020-2021;
- Développement d'un plan d'urgence, en réponse à la pandémie de COVID-19, afin de maintenir l'engagement auprès des défenseur.e.s et communautés accompagnés, tout en protégeant le personnel d'ACOGUATE. Les mesures adoptées comprenaient notamment le rapatriement des accompagnateurs-trices et de certain.e.s coordonnateurs-trices. Malgré les défis que ce contexte posait, ACOGUATE a maintenu sa présence dans le pays conformément à son mandat d'observation de la situation des droits humains et d'accompagnement international.

V. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION, SENSIBILISATION, ACTIONS POLITIQUES, ACTIONS URGENTES ET PLAIDOYER

À l'ère du télétravail imposé notamment en 2020, le PAQG a poursuivi son travail de solidarité internationale, d'éducation, de plaidoyer et de sensibilisation à travers des actions virtuelles. Un tel travail a en grande partie été rendu possible par notre participation à divers partenariats et réseaux de solidarité composés d'organisations membres aux mandats et approches uniques et complémentaires. Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude à tous nos partenaires et organisations sociales qui nous ont permis de poursuivre collectivement notre travail de solidarité internationale en ces temps particulièrement difficiles. Par conséquent, nous sommes heureux de partager ce qui suit avec vous:

- Dans le contexte de la présence de troupes appartenant aux États-Unis sur les territoires des peuples autochtones de Huehuetenango, envoi d'une lettre au gouverneur de la région pour relayer les préoccupations des communautés affectées et exprimer sa préoccupation face au manque d'information et de consultation de ces communautés en coordination avec d'autres organisations internationales.

- En coordination avec des organisations nationales guatémaltèques et internationales de défense des droits humains, rédaction d'une déclaration faisant état des préoccupations pour la sécurité des communautés Q'eqchi et de leurs familles[24] s'opposant au projet minier opéré par la CGN et Solway Investment Group, en raison du climat de violence et des tensions générées en lien avec le projet.

- Participation à un rassemblement devant le consulat général du Guatemala à Montréal, dans le cadre de la mobilisation *« Non à l'état de siège! Non à la militarisation »* pour dénoncer le recours abusif à l'état de siège et la militarisation des territoires autochtones au Guatemala.

- Organisation d'une rencontre entre le consulat guatémaltèque et Mme Lucía Ixchiu, défenseure guatémaltèque des droits humains. Mme Ixchiu a témoigné des impacts du recours de plus en plus fréquent à l'état de siège par l'état guatémaltèque sur les femmes autochtones, qui sont extrêmement vulnérables face à la suspension des droits et à l'attribution de pouvoirs spéciaux à l'armée et aux forces de l'ordre.

[24] https://www.ghrc-usa.org/wp-content/uploads/2019/08/Denuncia-Audiencia-25-de-julio-1.pdf

- Appui et envoi d'une lettre initiée par Amnistie internationale et adressée au gouvernement du Guatemala et à l'ambassade canadienne, faisant état des impacts des réponses gouvernementales à la pandémie de la COVID-19 sur les droits humains au Guatemala. Plus de 100 organisations nationales et internationales étaient signataires de cette lettre, qui exigeait entre autres:[25]

    - Identification de mesures pour renforcer la protection des droits humains dans le contexte des réponses gouvernementales à la pandémie;
    - Surveillance des violations des droits humains associées aux mesures prises pour contrer la COVID-19;
    - Application par les gouvernements d'une analyse de genre comparative et intersectionnelle ainsi que l'adoption d'un cadre de lutte contre l'oppression dans toutes les dimensions des réponses à la crise de la COVID-19

- À l'échelle nationale, signature d'une lettre initiée par le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI),[26] adressée au ministère fédéral responsable du développement international avec pour objectif de réaffirmer la nécessité d'assurer la continuité de la coopération internationale pendant la pandémie et, ce, dans la perspective de mobiliser une réponse canadienne et mondiale à cette crise, en partenariat avec le secteur de la coopération internationale. Cette lettre a reçu une réponse de la ministre Karina Gould annonçant notamment un financement de 159,5 millions de dollars pour soutenir les efforts internationaux de lutte contre la pandémie du COVID-19 et affirmant l'engagement du gouvernement à maintenir un espace d'échange sur l'évolution de ses interventions[27]

- Organisation d'une rencontre sectorielle portant sur le thème *« Pandémie et les droits humains et défenseur-e-s des Droits Humains »* (avril 2020). Plus de 12 organisations ont assisté à la réunion et ce fut un dialogue très enrichissant. L'objectif de la rencontre était d'échanger des idées, pratiques et approches au travail de solidarité internationale avec les défenseurs des droits humains en temps de pandémie. Il s'agissait également d'un espace de partage d'information visant à permettre aux organisations de nourrir leurs propres réflexions. L'événement nous a permis de renforcer notre réseau et de développer une vision collective autour d'éventuelles actions communes.

- En collaboration avec des organisations régionales et internationales, le PAQG a adressé un droit de pétition à la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)[28] pour effectuer un suivi et obtenir des informations concernant l'Accord de coopération en matière d'asile (ACA) conclu entre les États-Unis et le Guatemala, lequel

[25] https://amnistie.ca/sinformer/communiques/local/2020/canada/un-appel-pour-une-surveillance-droits-humains-reponses

[26] https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2020/04/COVID-19-Lettre-%C3%A0-la-ministre-FRA-1-1.pdf

[27] https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2020/04/Monsieur-Nicolas-Moyer-et-cosignataires.pdf

[28] https://www.cejil.org/es/guatemala-organizaciones-solicitan-cidh-dar-seguimiento-acuerdo-tercer-pais-seguro-eeuu

désignait ce dernier comme « tiers pays sûr », pavant ainsi la voie à la déportation au Guatemala de migrant.e.s ayant demandé l'asile aux États-Unis.

- Participation à la création d'une bande dessinée et d'un document pédagogique sur les migrations et la justice migratoire dans le cadre de la Semaine du développement international et des Journées Québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Les résultats de cette initiative seront reflétés dans le rapport 2020-2021.

❖ Articles et publications

Le PAQG publie régulièrement des informations et analyses sur la situation des droits humains au Guatemala, que cela soit par le biais de son bulletin électronique (envoyé aux membres, sympathisant.e.s et partenaires), d'articles ou de publications sur les réseaux sociaux:

❖ Diffusion d'un communiqué émis par des organisations nationales et internationales des droits humains intitulé : « *Des organisations nationales et internationales appellent à la cessation des menaces et du harcèlement contre les journalistes et les défenseur.e.s des droits humains dans le territoire maya Q'eqchí* »[29] Cette déclaration exprimait l'inquiétude des signataires face aux menaces et intimidations auxquelles sont confrontés les défenseurs des droits humains et les journalistes à El Estor, Izabal, Guatemala: https://www.paqg.org/appel-a-la-cessation-des-menaces-et-du-harcelement-contre-les-journalistes-et-les-defenseur-e-s-des-droits-humains-dans-le-territoire-maya-qeqchi/

❖ Rédaction et publication d'un document intitulé « *Droits humains au Guatemala et COVID-19* », qui visait à offrir une analyse critique intégrant une perspective ancrée dans la défense des droits humains au Guatemala dans la réflexion sur la situation exceptionnelle et inconnue que représente la pandémie de la COVID-19: https://www.paqg.org/droits-humains-guatemala-et-covid-19/ .

❖ En collaboration avec d'autres organisations, rédaction d'une communication enjoignant l'état guatémaltèque à agir pour assurer le respect des droits humains et des droits des communautés affectées par les minières Solway et CGN en territoire maya Q'eqchi, et à assurer la protection des journalistes et des défenseurs des droits humains dans le contexte du conflit généré autour du projet: https://www.paqg.org/appel-a-la-cessation-des-menaces-et-du-harcelement-contre-les-journalistes-et-les-defenseur-e-s-des-droits-humains-dans-le-territoire-maya-qeqchi/

[29] https://www.paqg.org/appel-a-la-cessation-des-menaces-et-du-harcelement-contre-les-journalistes-et-les-defenseur-e-s-des-droits-humains-dans-le-territoire-maya-qeqchi/

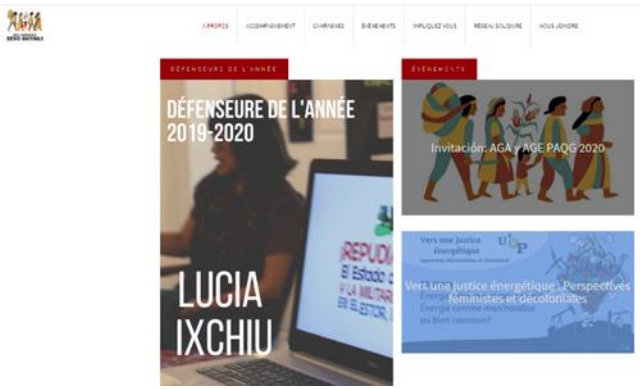
- ❖ Diffusion d'un texte soulignant le 21ème anniversaire de la publication du *Diario Militar*, un document produit par les services de renseignements militaires de l'armée guatémaltèque dans les années 80 qui documentait les pratiques contre-insurrectionnelles brutales conçues et mises en œuvre par l'armée guatémaltèque durant le conflit armé interne: https://www.paqg.org/21e-anniversaire-du-journal-militaire/

■ Conférences et ateliers

- ■ Organisation d'un atelier dans le cadre des JQSI en collaboration avec le Comité pour les droits humains en Amérique Latine (CDHAL) et le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) sous le thème « *Le droit de dire non existe-t-il vraiment? Autodétermination et consultation des peuples autochtones, la justice climatique et l'extractivisme* »[30].

○ Campagne en ligne : défenseure de l'année

La campagne défenseure de l'année vise à partager et faire connaître le travail de défenseures de droits humains guatémaltèques au Québec, de manière à générer une prise de conscience et une mobilisation au sein de la population. En particulier, la campagne a pour but de mettre en lumière les luttes menées par des femmes autochtones.



Pour l'année 2019-2020, le PAQG a collaboré avec la défenseure Lucia Ixchiu. Lucia Ixchiu multiplie les rôles : à la fois artiste, agente culturelle, architecte et journaliste indépendante, elle lutte pour la justice sociale au Guatemala. Fière de son identité de femme maya K'iche, elle travaille sans relâche pour la défense des droits humains. Elle s'implique activement au sein du collectif *Festivales Solidarios*, regroupant artistes en tout genre et agents culturels organisant leurs actions à travers l'art, la culture et les manifestations publiques. Le collectif *Festivales Solidarios* se mobilise particulièrement sur les enjeux touchant la défense de l'environnement et de la Terre Mère ainsi qu'à la préservation de la mémoire historique, en plus de dénoncer haut et fort la criminalisation des défenseurs. Lucia étant de passage à Montréal en septembre, le PAQG a réalisé plusieurs actions avec elle afin de sensibiliser, informer et mobiliser le public aux enjeux guatémaltèques en matière de droits humains.

[30] https://www.facebook.com/events/2801184993233164/

VI. RETOUR SUR LES DÉFIS INTERNES DE L'ORGANISATION 2019-2020

La pandémie et les crises qu'elle a déclenchées au Québec, au Guatemala et dans le monde nous ont obligés, en tant que PAQG, à modifier le plan d'action. En ce sens, la période elle-même a connu deux phases: l'une de normalité et l'autre d'immense incertitude. Ainsi, l'année est devenue une période de transition pour PAQG. À cela, il faut ajouter les transitions internes de l'organisation en tant que telle et ses changements et ajustements dans le conseil d'administration, les changements de personnel et jusqu'à l'arrivée du nouveau coordonnateur général du projet qui a commencé à travailler en mars 2020. Une semaine après ce début, le gouvernement du Québec a déclaré le confinement et, en général, le monde entier est entré dans un état de confinement lié à la crise sanitaire.

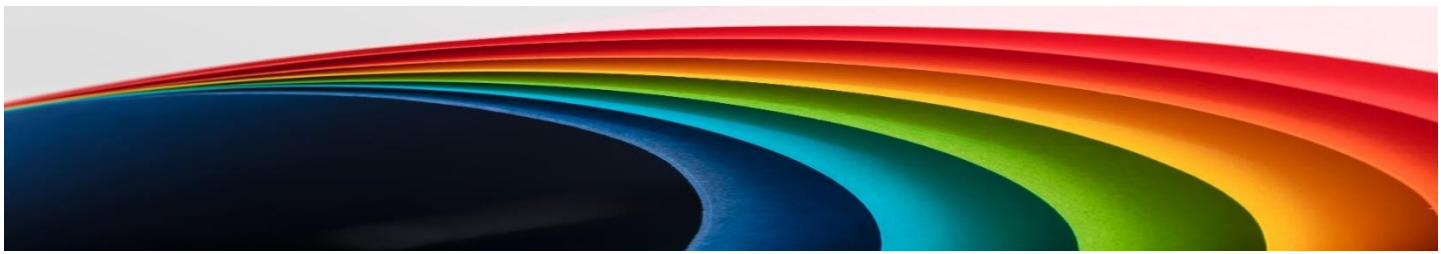
Dans le but de maintenir un suivi continu, le nombre de réunions du CA a été considérable.

Concernant le domaine financier, nous avons présenté différents plans de financement à différentes entités telles que le Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale / Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (PECM/MRIF) et Inter Pares. Les deux ont été approuvés. Malgré ces évolutions positives, les défis en termes de financement ont été très importants pendant cette période.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la période de ce rapport a été marquée par une grande incertitude. De nombreuses activités ont dû être modifiées, suspendues, voir même annulées. La manière virtuelle de faire les choses et le télétravail sont devenus une réalité à laquelle personne n'était bien préparé. Tout a dû s'adapter pour assurer la continuité de la mission PAQG à l'ère de la COVID 19.

Avec le confinement, tous les processus d'accompagnement physique ont été suspendus au Guatemala.

Dans ce contexte exceptionnel, le PAQG a lancé le processus de demande d'enregistrement à titre d'organisme de bienfaisance devant l'Agence du revenu du Canada. Le but de cette action est d'avancer sur la voie de la diversification financière. Nous avons également élaboré un nouveau plan de travail pour 2021.



VII. BILAN FINANCIER 2019-2020

Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)
Bilan financier 2019-2020
Exercice termine le 30 juin 2020 (Non audite)

	2020	2019
Produits		
Subventions		
Ministère des Relations internationales et Francophonie		
Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale		
Volet 1 - Appui à la mission globale	**45 000 $**	**54 500 $**
Volet 2 - Appui aux projets ponctuels - *Projet Université populaire et solidaire*	**-**	8 750
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale - *Subvention salariale*	**8 219**	6 790
Subvention salariale temporaire	**742**	–
	53 961	70 040
Autres apports		
Contribution Lush Cosmétiques frais faits à la main - *Projet Éducation*	**6 625**	14 738
Contribution Inter Pares	**1 500**	–
Dons	**781**	18 002
Autofinancement	**460**	854
	9 366	33 594
Total des produits	**63 327**	103 634
Charges		
Salaires et charges sociales	**51 399**	57 573
Services professionnels - *Projet éducation*	**2 644**	14 255
Éducation, information et mobilisation	**238**	2 058
Accompagnement et stages internationaux	**3 079**	3 865
Financement	**550**	430
Honoraires professionnels	**4 908**	5 085
Loyer	**2 933**	3 708
Frais de bureau et assurances	**2 317**	4 494
Cotisations réseaux	**712**	735
Publicité et représentation	**93**	573
Téléphone	**337**	383
Internet et hébergement	**899**	836
Frais bancaires	**74**	35
Total des charges	**70 183**	94 030
Excédent (Insuffisance) des produits sur les charges	**(6 856) $**	**9 604 $**

COMENTAIRES

L'année 2019-2020 s'est traduite par une légère baisse des revenus et des dépenses. Comme mentionné ci-dessus, cette période a été marquée par deux moments très différents: avant et après la pandémie.

Les dons des congrégations, des syndicats, etc. ils étaient beaucoup plus petits comptes tenus du contexte de cette année. L'autofinancement a été maintenu grâce à la vente de café, d'artisanat, de cotisations et de dons en ligne, bien que dans une moindre mesure.

Le soutien du (PECM/MRIF) et d'Inter Pares s'est poursuivi.

Le PAQG a également lancé un processus d'enregistrement en tant qu'organisme de bienfaisance en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu auprès de l'Agence du revenu du Canada. Il s'agit de rendre la recherche de ressources plus proactive et de diversifier nos sources de financement. Nous espérons que 2021 verra la réalisation de ce projet.

Le PAQG a pu bénéficier d'une subvention salariale d'Emploi Québec.

Sur le plan opérationnel, nous avons réussi à réduire significativement nos coûts et nous faisons des efforts constants pour réduire les coûts liés aux télécommunications, aux assurances, aux frais de bureau, entre autres.

Le soutien à ACOGUATE fait toujours partie de notre responsabilité en tant que membre du comité.

SOUTENEZ-NOUS!

→ DEVENEZ MEMBRE

En adhérant fièrement au PAQG à titre de membre, vous appuyez l'organisme en plus d'avoir la possibilité de participer à sa vie démocratique! Coût des cotisations annuelles:
• 0$ Je désire devenir membre mais je ne peux pas payer pour le moment
• 10$ Membre bénévole ou étudiant-e
• 20$ Membre sympathisant-e

→ FAITES UN DON

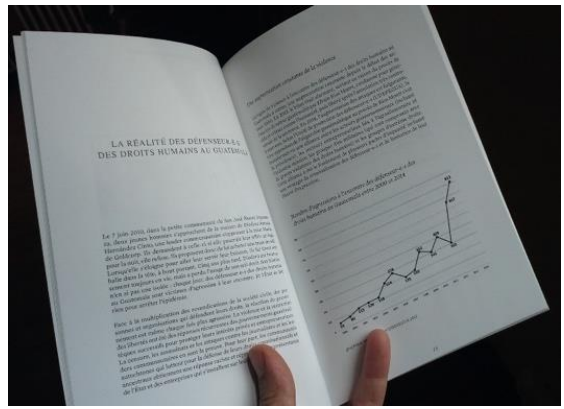
Faites un don au PAQG! Ponctuel ou récurrent, ce soutien compte pour la réalisation de notre mission! Des reçus de charité peuvent être émis pour les dons de plus de 20 $ acheminés par chèque ou versés en ligne.

Comment donner:
• En personne et en argent comptant
• En ligne sur notre site www.paqg.org

→ PROFITEZ DE LA BOUTIQUE PAQG

Livre *visages de résistance*

Le livre *Visages de résistance* a été produit dans le cadre du projet du même nom en 2015. Il réunit d'extraordinaires bandes dessinées sur les défenseur-e-s de droits humains, des textes plus approfondis concernant le contexte guatémaltèque et la défense de certains types de droits dans ce pays, des commentaires de jeunes rejoints au cours de l'hiver 2015 ainsi qu'un bilan de la tournée des ateliers d'éducation. Un petit livret qui ne vieillira pas de sitôt et saura intéresser vos proches aux enjeux de droits humains et à la solidarité internationale! En vente au coût de 15$ au PAQG.



Artisanat Guatémaltèque

Nous vendons également de multiples produits d'artisanat tout droit venus du Guatemala. Pour des petits cadeaux à son entourage… ou même, à soi!

REMERCIEMENTS

Rien de plus important que de commencer par remercier les communautés en résistance pacifique et les défenseurs des droits humains, hommes et femmes au Guatemala. Aussi à nos organisations amies et à nos réseaux de travail avec lesquels une grande partie du travail a été possible en cette période très particulière et difficile. De même, un immense merci aux membres du conseil d'administration; sympathisants et sympathisantes; bénévoles; collaborateurs et collaboratrices et accompagnateurs et accompagnatrices qui rendent possible notre travail.

Nous tenons également à remercier nos partenaires financiers, sans qui nous ne serions pas en mesure de mener nos activités d'éducation à la citoyenneté mondiale et d'accompagnement international. Plus particulièrement, un grand merci au Ministère des Relations internationales et de la Francophonie; Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI); Comité de priorité dans les dons de la Conférence religieuse canadienne; Inter Pares; Syndicat du personnel enseignant d'Ahuntsic; et Centre de Ressources sur la Non-Violence.

Et merci beaucoup à tous ces hommes et femmes qui, grâce à leurs dons, ont rendu possible une autre année de solidarité et de responsabilité internationale dans le soin de la vie et la promotion des droits humains au Guatemala et ici.

L'équipe du PAQG